

REPUBLIQUE TOGOLAISE



INTERVENTION  
DE S.E.M. **KODJO MENAN**,  
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT  
DU TOGO  
AUPRES DES NATIONS UNIES  
DEVANT  
LA 64<sup>EME</sup> SESSION ORDINAIRE  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DES NATIONS UNIES

Vérifier à l'audition

NEW YORK, LE 29 SEPTEMBRE 2009

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

Du haut de cette tribune où se sont succédés les dirigeants de toute la planète pour exprimer leurs vues sur les grandes questions qui font l'actualité, je voudrais, à mon tour, partager avec cette auguste assemblée les idées suivantes qu'inspire à la Délégation Togolaise l'évolution de notre monde depuis les douze derniers mois.

Mais avant de m'acquitter de cet agréable devoir, je tiens à vous adresser, Monsieur le Président, les vives félicitations du Gouvernement et du Peuple Togolais pour votre brillante élection à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale.

Je puis vous assurer de la disponibilité de ma délégation à œuvrer avec vous en vue de l'accomplissement de votre mandat dont la réussite fera l'honneur de l'Afrique et particulièrement de votre pays, la Libye, avec lequel le Togo entretient d'excellentes relations d'amitié, de solidarité et de coopération.

Je voudrais également adresser à votre prédécesseur, le **Père Miguel d'Escoto Brockmann**, mes félicitations pour son action et spécialement **pour** les initiatives louables prises au cours de son mandat pour redonner à l'Assemblée générale la place et le rôle que la Charte des Nations Unies lui a conférés.

A **S.E.M. Ban Ki-moon**, Secrétaire général, je tiens à exprimer nos félicitations pour le dynamisme et le pragmatisme avec lesquels il dirige notre Organisation commune.

C'est ici le lieu pour moi de réaffirmer avec force la pleine adhésion du Togo aux idéaux de paix, de sécurité et de développement qui figurent au centre des priorités de l'Organisation des Nations Unies.

Mon pays fait également siennes les orientations imprimées à notre Organisation ces dernières années en vue de promouvoir plus avant un développement durable à travers d'une part, la promotion de la paix et de la sécurité et, d'autre part, la mobilisation de la solidarité internationale sur les plans économique, social et culturel.

**Monsieur le Président,**

La gouvernance politique, administrative et économique reste essentielle à la consolidation de la paix et de la sécurité dans nos pays et contribue, sans nul doute, à accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Cependant, aucun développement harmonieux durable n'est possible en dehors d'un climat apaisé et de concorde nationale. C'est pourquoi, au Togo, le Gouvernement ne ménage aucun effort pour créer les conditions de réformes audacieuses et poser les fondements d'un nouveau pacte républicain et de réconciliation nationale.

En effet, depuis 2005, le Gouvernement Togolais, sous la houlette du Chef de l'Etat, œuvre inlassablement pour une politique d'ouverture, de promotion de la démocratie, de renforcement de l'Etat de droit et de réduction de la pauvreté.

A cet égard, diverses réformes ont été entreprises, notamment au plan politique, constitutionnel, institutionnel et socio-économique.

Au plan politique, le Chef de l'Etat a engagé le dialogue comme instrument de consensus politique. Cette approche, basée sur l'ouverture politique sans exclusive, a abouti à la signature, en août 2006, de l'Accord Politique Global (APG), accord qui a débouché sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, avec la facilitation de **S.E.M. Blaise COMPAORE**, Président du Faso.

A titre de rappel, la mise en œuvre de l'Accord Politique Global et des 22 engagements pris avec l'Union Européenne a permis la tenue, en octobre 2007, des élections législatives libres et démocratiques, unanimement saluées par la communauté internationale.

Dans la même optique, une Commission Vérité-Justice-Réconciliation a été créée et ses membres ont été nommés et installés le 29 mai 2009. Celle-ci a pour mission de faire la lumière sur les actes de violence à caractère politique que le Togo a connus de 1958 à 2005 afin de bannir à jamais l'impunité dans notre pays et de réconcilier le peuple togolais avec son histoire.

S'agissant des réformes constitutionnelles, **Monsieur le Président**, des avancées significatives ont été réalisées. En effet, l'Assemblée Nationale a adopté en août dernier une loi portant modification du code électoral allégeant les conditions d'éligibilité à l'élection présidentielle et permettant, par la même occasion, la mise en place de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et de ses démembrements, pour en adapter les dispositions aux réalités politiques du moment.

Cependant, les discussions se poursuivent sur certaines questions avec la ferme détermination du Gouvernement de réaliser le reste des réformes sur une base consensuelle puisque nous avons fait de la concertation et du dialogue, le socle de notre action politique.

Au plan institutionnel, nous avons œuvré à la reconstitution de la Cour Constitutionnelle, la Commission Nationale des Droits de l'Homme et la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication.

De même, le Gouvernement Togolais a mis en place la Cour des Comptes, fait adopter les Statuts de l'armée, des forces de sécurité et de l'opposition.

Par ailleurs, il a assuré le financement public des partis politiques et des organes de presse privée.

Au plan judiciaire, **Monsieur le Président**, le vaste programme de modernisation de la justice se poursuit de façon satisfaisante dans le but de rapprocher l'administration judiciaire de la population.

A cet égard, des mesures ont été prises par le Gouvernement pour garantir aux citoyens la liberté d'expression notamment en dépénalisant le délit de presse.

Par ailleurs, pour illustrer sa volonté de respecter la dignité humaine et de défendre les droits de l'homme, notre gouvernement a soumis à l'Assemblée Nationale une loi abolissant la peine de mort. Celle-ci, unanimement adoptée le 24 juin 2009, est une conséquence d'une disposition constitutionnelle qui fait obligation à l'Etat de garantir l'intégrité physique et mentale, la vie et la sécurité de toute personne vivant sur le territoire national.

**Monsieur le Président,**

Les efforts déployés par le Gouvernement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi, surtout des jeunes, ont aussi enregistré des progrès importants.

Dans le domaine de la santé, un Plan National de Développement Sanitaire (2009-2013), d'un montant total de 317 milliards de dollars US a été mis en place. Il traduit la volonté politique du gouvernement togolais de répondre, de façon efficace, aux problèmes sanitaires des populations.

Pour ce qui est de l'éducation, le système éducatif togolais a été éprouvé à cause des contraintes financières qu'a supportées le pays ces quinze dernières années.

Cette situation, doublée d'une forte demande de scolarisation, a eu pour conséquence la dégradation des conditions d'enseignement et des difficultés structurelles importantes.

Face à ces contraintes, le gouvernement s'est engagé à mettre en place un plan sectoriel de l'éducation afin de permettre au pays d'intégrer, dès 2010, l'Initiative pour une Mise en Œuvre Accélérée de l'Education pour tous (IMOA /EPT ou Initiative Fast Track).

Pour donner un nouveau visage à l'administration publique afin d'en faire un véritable instrument de reconstruction et de modernisation de l'Etat, mon pays a engagé une vaste réforme qui passe aussi par le recrutement de nouveaux fonctionnaires.

Ainsi, des milliers de jeunes ont trouvé du travail dans les secteurs public et privé grâce à la création de meilleures conditions de production pour le développement économique et social du pays.

En ce qui concerne le secteur de l'économie, des mesures appropriées ont été prises pour assainir les finances publiques, créer un cadre favorable aux affaires et attirer les investissements notamment étrangers.

A cet effet, je saisis l'occasion que m'offre cette tribune pour lancer, une fois encore, un appel à l'ensemble de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, notamment l'Union Européenne et les Institutions de Bretton Woods pour qu'ils assistent le Togo dans ses efforts de relance socio-économique.

**Monsieur le Président,**

La mise au point d'armes de destruction massive et leur prolifération constituent de plus en plus, de l'avis de ma délégation, une menace contre la paix et la sécurité internationales. Il y a donc lieu de traiter ces questions en toute priorité.

A ce sujet, mon pays salue la tenue le 24 septembre dernier, sous la présidence des Etats-Unis d'Amérique, de la réunion au Sommet du Conseil de sécurité consacrée à la non-prolifération et au désarmement nucléaires.

Tout en réaffirmant que le multilatéralisme est le principe fondamental à appliquer pour remédier aux préoccupations en matière de désarmement et de non- prolifération, le Togo espère que cette réunion du Conseil de sécurité contribuera à amorcer une nouvelle approche pour ce qui est du traitement de cette question fort cruciale.

Pour ce qui est des armes légères, le Togo réitère le vœu de voir la présente session de l'Assemblée générale prendre des engagements en vue de renforcer la dynamique de la réalisation du projet visant à la négociation d'un traité sur le commerce des armes légères, à l'instar de ce qu'a fait la CEDEAO en la matière.

**Monsieur le Président,**

Concernant le terrorisme, obstacle à la paix et au développement durable, mon pays estime qu'il devient impérieux d'améliorer et d'universaliser le cadre juridique international visant à lutter contre ce fléau qui a un nouveau visage en ces temps modernes.

A cet égard, l'aboutissement, dans les délais raisonnables, des négociations relatives au projet de convention globale de lutte contre le terrorisme international pourrait être salulaire et servir les intérêts de tous.

De même, le phénomène de la drogue, et plus spécialement son trafic illicite à travers la côte ouest-africaine, constitue aujourd'hui un véritable danger et un facteur de déstabilisation pour la sous-région.

Au vu de l'ampleur de ce fléau, il est plus que certain qu'aucun pays, à lui seul, ne peut le combattre et espérer y mettre fin.

Aussi mon pays en appelle-t-il à la coopération internationale et notamment à l'assistance des pays nantis et des organismes compétents pour éradiquer le phénomène afin de réinstaurer le climat de sécurité indispensable au développement.

Pour sa part, en dépit de la modicité de ses moyens, le Togo a engagé une lutte sans merci contre les trafiquants de drogues et coopère avec ses voisins pour circonscrire le fléau.

#### **Monsieur le Président,**

Comme nous le savons tous, la paix et la sécurité internationales continuent d'être menacées et la stabilité de certains pays perturbée par les conflits, le terrorisme, le sous-développement, facteurs qui résultent, dans une large mesure, du fait de l'homme.

En effet, en République Démocratique du Congo (RDC), au Tchad, en République Centrafricaine et au Darfour, où les crises persistent, notre Organisation devrait continuer à s'impliquer davantage dans la recherche de solutions permettant à ces pays de retrouver la paix et la sécurité indispensables à leur développement.

En Somalie, en dépit des initiatives prises en avril dernier par la communauté internationale et par l'Union Africaine en juillet 2009 pour soutenir les Institutions de sécurité et l'AMISOM, la situation demeure toujours précaire et préoccupante.

C'est pourquoi, mon pays lance un appel pressant pour que d'autres mesures urgentes soient engagées pour empêcher que ce pays ne sombre dans le chaos.

Pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, c'est avec satisfaction que mon pays note l'évolution positive de la situation politique dans ce pays depuis les accords de Ouagadougou. Il invite par conséquent les parties prenantes à faire montre d'une volonté politique afin de parvenir à l'organisation de l'élection présidentielle.



S'agissant de la Guinée, il nous paraît opportun d'encourager la classe politique à trouver, par le dialogue et la concertation, les voies et moyens pouvant permettre un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

Quant à la situation au Niger, où une crise est apparue avec la révision de la constitution, mon pays souhaite que les parties prenantes nigériennes s'attèlent à restaurer le dialogue et le consensus afin de maintenir, dans ce pays frère, un climat de paix et de concorde.

**Monsieur le Président,**

Hors du continent africain, au Moyen-Orient, théâtre de scènes de violence et de désolation, devrait intervenir rapidement un règlement équitable et définitif des conflits qui opposent les pays de cette région.

Pour ce faire, la communauté internationale devrait encourager les différents protagonistes à trouver une solution pacifique aux conflits qui les opposent.

A cet égard, ma délégation réaffirme que la solution du conflit israélo-palestinien passe par la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël, les deux vivant dans des frontières sûres et internationalement reconnues.

Par ailleurs, mon pays déplore la persistance des actes terroristes qui endeuillent les populations en Afghanistan, en Irak, au Pakistan et qui annihilent les efforts de développement de ces pays.

C'est pourquoi, nous exhortons la communauté internationale à accroître son assistance aux gouvernements de ces pays dans leur lutte contre le terrorisme afin de promouvoir la paix et la reconstruction.

**Monsieur le Président,**

Après deux décennies de stagnation économique, résultante d'une politique d'austérité budgétaire imposée aux pays en développement, ceux-ci font actuellement face à de nouveaux défis que sont : les crises alimentaire, financière, énergétique et environnementale.

Face à cette situation, il est impérieux d'intervenir pour amortir le choc financier, mettre en œuvre des politiques audacieuses visant à accroître les capacités de production agricole et énergétique des pays en développement.

Dans le même temps, devrait être menée une réflexion d'ensemble sur la réforme structurelle du système économique et financier mondial en vue d'éviter la résurgence de telles crises.

C'est pour cette raison que mon pays apprécie le fait que le débat de haut niveau, tenu du 24 au 26 juin dernier, sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement ait illustré la nécessité de la solidarité internationale face à cette crise afin d'alléger la souffrance des populations des pays en développement.

Dans cette optique, le Togo salue la première réalisation en avril dernier, de l'une des promesses du G20 de Londres, relative à la mise en place du programme de liquidité pour le commerce mondial d'un montant de 50 milliards de dollars de 2009 à 2011, dont 15 milliards de dollars destinés au continent africain.

De même, mon pays se félicite de l'initiative prise en mars par la Banque Africaine de Développement de créer un mécanisme d'urgence pour financer le commerce africain à hauteur de 500 millions de dollars.

Par ailleurs, ma délégation se réjouit de ce que les Nations Unies, à l'initiative du Secrétaire général, aient pris la mesure du danger pour l'humanité que constitue la problématique des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement.

A ce sujet, la réunion de haut niveau qui a eu lieu, il y a quelques jours dans cette même enceinte, a été l'occasion d'analyser la situation et de baliser le chemin devant mener au Sommet prévu à Copenhague en décembre 2009.

Car pour paraphraser un grand-homme : nous avons hérité de la Terre, nous ne devons pas la détruire ; les créatures vivantes passent mais cette Terre restera toujours.

**Monsieur le Président,**

Face aux questions que ma délégation vient d'évoquer, il est impérieux d'intensifier les partenariats tous azimuts si nous voulons éviter que soixante quatre ans après sa création, notre Organisation commune ne se retrouve encore face aux mêmes défis.

Il est à espérer que les Etats Membres, qui ont tous intérêt à ce que l'ONU soit plus démocratique, plus forte et plus efficace, se résoudront à lui donner les moyens à même de lui permettre d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement et de relever les défis auxquels notre monde est confronté.

Je vous remercie.